

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 675

[C — 2002/29074]

**18 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement
de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1967
tendant à promouvoir la culture cinématographique, d'expression française**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'Audiovisuel et d'Enseignement;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française tel que modifié par les arrêtés royaux des 17 février 1976 et 24 mars 1978 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 avril 1995, 25 mars 1996 et 21 décembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 1996 portant création du Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, tel que modifié le 18 septembre 1996;

Vu l'avis positif du Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence telle que motivée ci-dessous;

Considérant la nécessité de voir la Communauté française encourager l'art cinématographique et audiovisuel en général et la diffusion d'œuvre de court métrage contemporaine en particulier;

Considérant le manque d'adéquation des mesures actuellement en vigueur en regard des nécessités du secteur;

Considérant que le Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, composé des représentants des milieux professionnels intéressés, a remis à l'unanimité un avis positif sur le présent arrêté;

Considérant l'urgence de l'adoption du présent arrêté eu égard au laps de temps nécessaire à la mise en place des mesures indispensables à son fonctionnement ainsi qu'au contexte spécifique de production d'une œuvre cinématographique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001;

Sur proposition du Ministre, chargé de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. Le titre II de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est modifié comme suit :

« Titre II : Mesures d'incitation à la diffusion de films belges d'expression française.

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 19.

§ 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention à la diffusion et une prime à la qualité peuvent être octroyées aux producteurs et aux distributeurs de films belges d'expression française moyennant respect des conditions fixées à l'article 20.

§ 2. Ne donnent pas lieu à l'octroi des subventions :

1°. Les films publicitaires, c'est-à-dire ceux qui ont pour objet une publicité manifeste en faveur d'un produit, d'un service, d'une marque ou d'une firme commerciale et industrielle;

2°. Les films commandés par les pouvoirs publics ou les organismes visés par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954, à l'exception des films dont la distribution commerciale est laissée au producteur;

3°. Les courts métrages qui font partie d'une série commanditée ou coproduite à plus de 25 % par une ou plusieurs télévisions, et dont les contrats ont été signés avant la présentation du film à la Commission du Film;

4°. Les films d'actualités.

Article 20.

Pour être admis au bénéfice des subventions, les producteurs doivent remplir les conditions suivantes :

1°. Faire parvenir au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française une déclaration de mise en chantier relative au film pour lequel les subventions sont demandées et portant mention de l'espèce du film, de son métrage présumé, du scénario, du devis du film ainsi que de la date du début de sa réalisation; cette déclaration doit parvenir au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française avant le début des prises de vues; après réalisation le producteur est tenu de fournir le prix de revient détaillé de son film, ainsi que les documents annexés;

2°. Le film doit avoir été reconnu par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française comme belge, d'expression française, conformément à l'article 22 et doit avoir les qualités culturelles et techniques jugées suffisantes. Le film doit toujours être présenté à la Commission du Film avec les génériques début et fin et dans un délai maximum de deux ans après le dernier jour de tournage. Seuls quatre films d'une même série pourront bénéficier de la subvention à la diffusion.

De plus, le film doit être projeté dans les salles cinématographiques publiques de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale dans la version identique à celle présentée lors de son passage devant la Commission du Film. Si une version différente est projetée, celle-ci doit obligatoirement être représentée et soumise à nouveau à un vote pour pouvoir bénéficier de la subvention;

3°. Les films de court métrage présentés à la Commission du Film en 35 mm doivent avoir une longueur minimum de 160 mètres, les films présentés en 16 mm doivent avoir une longueur minimum de 65 mètres.

Article 21.

Par année :

1°. Un maximum de deux épisodes d'une même série peut donner lieu à l'octroi des subventions;

2°. Un maximum de deux films d'un même réalisateur peut être reconnu;

3°. Un maximum de 5 films de court métrage peut être reconnu par producteur;

4°. Un maximum de 10 films peut être admis par distributeur.

Article 22.

Sont reconnus comme belges d'expression française au sens de l'article 20, 2°, les films qui répondent aux conditions suivantes :

1°. Avoir été réalisés en version originale française. Ils peuvent néanmoins comporter une part de dialogues en d'autres langues; cette part ne peut excéder le quart de la durée totale du film, sauf dérogation accordée par le Ministre en ce qui concerne les longs métrages;

2°. Avoir bénéficié d'une aide sélective à la production émanant du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française; en cas d'aide conjointe du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française et de la Communauté flamande, l'aide du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française doit être prépondérante;

3°. Au cas où il n'y a pas eu d'aide sélective, les films sont reconnus comme belges s'ils ont été coproduits conformément aux accords internationaux en vigueur ou s'ils réunissent au moins dix points attribués selon les critères suivants :

- a) trois points sont attribués au film dont le réalisateur est belge d'expression française;
- b) deux points sont attribués au film dont le rôle principal est tenu par un acteur belge d'expression française;
- c) deux points sont attribués au film dont le producteur délégué est belge d'expression française;
- d) un point est attribué au film dont le scénario est une adaptation d'une œuvre écrite par un auteur se rattachant aux lettres belges de langue française;
- e) un point est attribué au film dont le scénariste est belge d'expression française;
- f) un point est attribué au film dont le compositeur de musique est belge d'expression française;
- g) un point est attribué au film dont le directeur de la photographie est belge d'expression française;
- h) un point est attribué au film dont l'ingénieur du son est belge d'expression française;
- i) un point est attribué au film dont le chef décorateur est belge d'expression française;
- j) un point est attribué au film dont le chef monteur est belge d'expression française.

4°. 50% au moins des émoluments et des frais remboursables payés à l'ensemble des personnes qui ont prêté une collaboration intellectuelle, artistique ou technique à la réalisation du film doivent l'être à des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

Un certificat de nationalité belge valant attestation auprès des autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne peut être délivré en application de l'article 11 de la directive du 15 octobre 1963 du Conseil de la C.E.E. et aux conditions prévues par cette directive.

CHAPITRE II. — *La subvention à la diffusion*

Article 23.

§ 1^{er}. La subvention à la diffusion ne peut dépasser, en aucun cas, le coût du film et en cas de coproduction, le montant de l'apport belge.

Pour les courts métrages, la subvention est, en outre, plafonnée à un montant de 12.420 EUR pour un documentaire, 29.760 EUR pour une fiction et 42.150 EUR pour une animation de fiction.

§ 2. Pour les films de long métrage, c'est-à-dire pour les films de 1600 mètres et plus (en 35 mm) :

la subvention est fixée à un montant équivalent à 35% du montant de la recette brute répartis comme suit : 25 % au producteur, 10 % au distributeur.

Les montants sont alloués :

- au producteur sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur une nouvelle production audiovisuelle majoritaire ou minoritaire reconnue comme belge;
- au distributeur sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur un nouveau film ayant bénéficié d'une aide à la production émanant du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française ou reconnu comme belge d'expression française en vertu de l'article 22, 3°, à la condition que la somme reçue soit majorée de 50 % par un apport propre du distributeur.

§ 3. Pour les films de court métrage, c'est-à-dire pour des films compris entre 160 mètres et 1 600 mètres (en 35 mm) :

1°. Pour les films de court métrage, pour lesquels un contrat de distribution a été conclu et communiqué au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française, la subvention est répartie entre le producteur et le distributeur.

Les parts du producteur et du distributeur sont respectivement fixées à une somme maximale de 50 % du montant global de la subvention telle que définie au § 1^{er}, du présent article.

- a) La part producteur de la subvention est allouée :

- au film vu par au moins 5 000 spectateurs dans au minimum 2 cinémas différents, endéans les trois ans de sa première sortie en salle;

- sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur une nouvelle production audiovisuelle reconnue comme belge. Ce réinvestissement doit se faire dans les trois ans et sera liquidé entièrement le 1^{er} jour du tournage, dans le projet choisi par le producteur. Les crédits réservés, non liquidés après trois exercices, seront réinjectés dans le quota des subventions à la diffusion des courts métrages de l'exercice budgétaire suivant.

- b) La part distributeur de la subvention est calculée sur base d'un montant équivalent à 3,5 % du montant de la recette brute, qu'il s'agisse d'un documentaire, d'une fiction ou d'une animation de fiction.

Par film, la période maximale de prise en considération pour le paiement de la subvention est de trois années, à partir de la première sortie en distribution commerciale du film.

Par recette brute, il faut entendre la recette produite par le programme dont le film fait partie;

2°. En l'absence de contrat de distribution, la totalité de la subvention revient au producteur selon la ventilation et les modalités mentionnées au point 1°. du présent article.

Article 24.

§ 1^{er}. En ce qui concerne les films de court métrage :

donne droit à la subvention, la projection d'un film reconnu comme belge d'expression française au sens de l'article 20, 2^o, qui fait partie d'un programme complet projeté dans une salle cinématographique publique de la Communauté française et de Bruxelles-Capitale, endéans les deux ans de sa reconnaissance.

Par programme complet, il faut entendre un programme de cinéma composé d'un film de long métrage accompagné d'un court métrage.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le programme complet peut être composé de sept courts métrages au moins et de douze courts métrages au plus.

§ 2. En ce qui concerne les films de long métrage :

la subvention est accordée conformément à l'alinéa 1^{er}, § 2, de l'article 23, selon une échelle d'attribution des aides établie comme suit :

- de 0 à 50 000 spectateurs, une aide de 100 % est accordée;
- de 50 001 à 100 000 spectateurs, une aide de 80 % est accordée;
- de 100 001 à 200 000 spectateurs, une aide de 40 % est accordée;
- de 200 001 à 400 000 spectateurs, une aide de 20 % est accordée;
- Au-delà de 400 000 spectateurs, une aide de 5 % est accordée.

Article 25.

§ 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de subvention doivent être introduites par trimestre dans les trois mois qui suivent la fin de chaque trimestre. Pour les courts métrages, les demandes peuvent être introduites une fois par an (avant le 31 mars de chaque année).

Ces dispositions sont applicables aux films alors même qu'ils n'ont pas encore été soumis à la Commission du Film visée à l'article 30.

§ 2. Il appartient au producteur ou distributeur d'approvisionner l'exploitant de salles en bordereaux, disponibles auprès du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française, sur lesquels l'exploitant déclarera, dans les huit jours suivant la dernière projection hebdomadaire, la recette brute réalisée au cours des séances où il a projeté un film reconnu comme belge d'expression française. L'exploitant transmettra l'original du document au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française et une copie au Ministère des Finances.

L'exploitant en conservera une copie jusqu'au 31 décembre de l'année suivante et en délivrera trois autres au producteur ou au distributeur. Le producteur ou le distributeur joindra l'une d'elle à sa demande qui se présentera comme un relevé, ventilé par cinéma, des recettes brutes réunies par ses films au cours du trimestre. Cette demande est datée et signée et portera la mention « certifiée sincère et véritable à la somme de... » suivie du montant total en toutes lettres.

La demande de subvention doit être établie sur base d'une déclaration de créance, en quatre exemplaires et accompagnée d'un exemplaire des bordereaux ventilés sur une liste récapitulative fournie en quatre exemplaires. Les bordereaux doivent être datés et signés. Ils ne peuvent être raturés.

§ 3. Toute déclaration frauduleuse entraînera la déchéance de la demande pour le film qui en a fait l'objet, sans préjudice de l'application des sanctions pénales.

En outre, le Ministre peut, par décision motivée, retirer pour l'avenir le bénéfice des subventions au producteur qui aurait fait des déclarations fausses.

Avant de prendre sa décision, le Ministre notifie à l'intéressé les faits qui peuvent justifier le retrait de subventions.

Dans les quinze jours à dater de cette notification, l'intéressé peut faire parvenir au Ministre une note justificative.

Dès l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le Ministre peut prendre la décision de retrait.

Article 26.

Sont seules prises en considération pour le calcul de la subvention, les projections postérieures à la date de l'introduction de la demande de reconnaissance du film comme production belge d'expression française.

L'attribution des subventions a lieu à la fin de l'exercice budgétaire suivant.

Les projections effectuées plus de trois ans après la première sortie en distribution commerciale du film cessent de donner lieu à l'attribution de subventions.

CHAPITRE III. — *La prime à la qualité*

Article 27.

En plus de la subvention à la diffusion visée aux articles 23 et 24, les films de court métrage reconnus comme belge d'expression française, au sens de l'article 20, 2^o, peuvent bénéficier d'une prime à la qualité.

Article 28.

§ 1^{er}. Un montant annuel de 111.550 EUR est réservé aux primes à la qualité. Le solde éventuel est reporté sur l'exercice budgétaire suivant.

§ 2. Le nombre de films bénéficiaires est fixé par la Commission du Film en fonction du classement établi à l'issue de l'examen des productions.

§ 3. Les primes sont réparties également entre les productions retenues et leur montant est compris entre 6.200 EUR et 24.800 EUR selon le nombre de films bénéficiaires.

Article 29.

Les primes à la qualité sont réparties entre le(s) réalisateur(s), le producteur délégué et l'(es) auteur(s) scénariste(s) à raison de 20 % pour le(s) premier(s), de 60 % pour le second et de 20 % pour le(s) troisième(s).

CHAPITRE IV. — *La commission du film*

Article 30.

Il est institué une Commission du Film composée :

1° D'un Président et un Président suppléant, nommés parmi le personnel du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française;

2° De quatre membres effectifs et quatre membres suppléants représentant le secteur audiovisuel;

3° De trois membres effectifs et trois membres suppléants nommés au sein du personnel du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française.

Les Présidents et les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans.

Les membres de la Commission du Film sont seuls juges de la catégorie dans laquelle le film présenté sera admis.

Tout membre qui quitte la Commission est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Tout membre effectif qui ne peut assister à une réunion avertit le secrétariat le plus tôt possible.

Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française.

Article 31.

La Commission du Film propose son règlement d'ordre intérieur au Ministre.

Article 32.

La Commission du Film donne son avis au Ministre dans les cas prévus aux articles 20, 23, 24 et 27. Le Ministre peut, sur avis de cette commission, refuser la subvention à la diffusion pour les films qui ne possèdent pas les qualités culturelles et techniques jugées suffisantes.

Article 33.

Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française délivre au producteur du film reconnu comme belge d'expression française une lettre d'identification indiquant le titre et le numéro d'ordre du film.

Cette lettre d'identification ou un duplicata de celle-ci doit accompagner toute copie du Film.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Article 34.

Les agents désignés par le Gouvernement de la Communauté française sont habilités à vérifier les demandes introduites par les producteurs de films belges.

A cette fin, ils peuvent se faire produire toutes pièces, documents ou livres et rechercher tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission auprès des producteurs de films et auprès des exploitants de salles.

Cette habilitation inclut, pour le service exerçant ce contrôle, le droit d'imposer à tout producteur belge sollicitant une subvention de produire dans les locaux du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française les pièces comptables propres à clarifier la situation en cas de litige dans le calcul du montant d'une subvention à charge du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française. La non présentation des pièces dans l'année budgétaire en cours sera considérée comme une renonciation, de la part du producteur, à la subvention sollicitée.

Article 35.

Les subventions et les primes visées aux articles 23, 24 et 27 sont allouées dans les limites des crédits budgétaires inscrits à cette fin au budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française.

Un maximum de 40 % des crédits, diminués du montant destiné aux primes à la qualité, est réservé aux subventions à la diffusion des films de long métrage.

Par exercice budgétaire, si les crédits réservés aux films de long métrage ne sont pas épuisés, le solde complètera le quota destiné aux films de long métrage sur l'exercice budgétaire suivant. Ce report pourra être effectué au maximum trois années consécutives. Au terme de ces trois années, la part non dépensée du solde reporté sera ajoutée au quota destiné aux films de court métrage.

Si les crédits réservés aux films de court métrage ne sont pas épuisés, le solde complètera le quota destiné aux films de court métrage sur l'exercice budgétaire suivant.

Article 36.

Tous les deux ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la Commission visée au chapitre IV présente au Ministre un rapport permettant d'évaluer l'octroi des subventions et des primes à la qualité. Ce rapport est transmis au Comité de Concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — *Mesure transitoire pour les courts métrages*

Article 37.

Pour les courts métrages, la subvention visée aux articles 23 et 24 est allouée selon l'ordre de priorité suivant :

1°. Aux films reconnus après 1999;

2°. Aux films reconnus entre 1995 et 1998;

3°. Aux films reconnus avant 1995. »

Art. 2. Mesures transitoires.

§ 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux courts métrages reconnus mais non distribués avant son entrée en vigueur.

§ 2. Pour les courts métrages reconnus mais non distribués avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le délai de distribution de 2 ans visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française, tel que modifié par le présent arrêté, commence à courir à partir de son entrée en vigueur.

§ 3. Le présent arrêté s'applique aux courts métrages d'animation de fiction reconnus avant l'année 2003 et ayant un métrage entre 120 et 160 mètres.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 18 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 675

[C — 2002/29074]

**18 DECEMBER 2001. — Besluit van de Regering
van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1967
tot bevordering van de Franstalige filmcultuur**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 februari 1976 en 24 maart 1978 en de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 april 1995, 25 maart 1996 en 21 december 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 1996 houdende instelling van het Overlegcomité voor het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector, zoals gewijzigd op 18 september 1996;

Gelet op het positief advies van het Overlegcomité voor het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid zoals hieronder gewettigd;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de Franse Gemeenschap de film- en audiovisuele kunst in het algemeen en de verspreiding van hedendaagse korte films in het bijzonder aanmoedigt;

Overwegende dat de thans geldende maatregelen niet meer beantwoorden aan de behoeften van de sector;

Overwegende dat het Overlegcomité voor het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector, bestaande uit de vertegenwoordigers van de betrokken professionele sectoren, unaniem een positief advies over dit besluit gegeven heeft;

Overwegende dat dit besluit dringend dient te worden aangenomen gelet op de tijdsruimte die nodig is om de maatregelen te treffen die onontbeerlijk zijn voor de werking ervan alsmede op de specifieke context voor de productie van een filmwerk;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001;

Op de voordracht van de Minister, belast met de Audiovisuele Sector,

Besluit :

Artikel 1. Titel II van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt als volgt gewijzigd :

« Titel II : Maatregelen tot bevordering van de vertoning van Franstalige Belgische films.

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 19. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kunnen een toelage voor de vertoning en een kwaliteitspremie toegekend worden aan de producers en de verdelers van Franstalige Belgische films mits naleving van de voorwaarden bepaald bij artikel 20.

§ 2. Geven geen aanleiding tot toekenning van de toelagen :

1° Reclamefilms, dit zijn films die duidelijk tot doel hebben reclame te maken voor een product, een dienst, een merk of een handels- en industriële firma;

2° Films, besteld door de overheid of door de instellingen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, met uitzondering van de films waarvan de commerciële distributie aan de producer overgelaten is;

3° De korte films die deel uitmaken van een reeks die gefinancierd of gecoproduceerd wordt voor meer dan 25 % door één of meerdere televisiezenders en waarvan de contracten getekend zijn voor de voorstelling van de film aan de Filmcommissie;

4° Actualiteitsfilms.

Art. 20. Om toelagen te kunnen genieten, moeten de producers de volgende voorwaarden vervullen :

1° Aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap een verklaring laten worden met betrekking tot de aanvatting van het draaien van de film waarvoor de toelagen worden gevraagd en met melding van het soort film, van zijn veronderstelde lengte, van het scenario, van de kostenraming van de film alsook van de datum vanaf welke hij geregisseerd wordt; deze verklaring moet naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap vóór de aanvang van de filmopnamen gestuurd worden; nadat de film geregisseerd is, is de producer ertoe verplicht de gedetailleerde kostprijs van zijn film mede te delen, alsook de bijgevoegde documenten;

2° De film moet door het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap als Franstalige Belgische film erkend zijn, overeenkomstig artikel 22 en moet de als voldoende geachte culturele en technische kwaliteiten hebben. De film moet altijd aan de filmcommissie worden voorgesteld met de begin- en eindgenerieken maximum twee jaar na de laatste dag van de opname. Slechts vier films van eenzelfde reeks zullen de uitzendingstoelage genieten.

Daarenboven moet de film worden vertoond in de openbare bioscoopzalen van de Franse Gemeenschap en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in dezelfde versie als die van de voorstelling aan de Filmcommissie. Als een andere versie vertoond wordt, moet deze verplicht opnieuw voorgesteld worden en opnieuw aan een stemming worden onderworpen om een toelage te kunnen genieten;

3° De korte films voorgesteld aan de Filmcommissie in 35 mm moeten een minimumlengte van 160 meter hebben, de films voorgesteld in 16 mm moeten een minimumlengte van 65 meter hebben.

Art. 21. Per jaar kunnen ten hoogste :

1° Voor twee afleveringen van eenzelfde serie toelagen toegekend worden;

2° Twee films van eenzelfde regisseur erkend worden;

3° 5 korte films per producer erkend worden;

4° 10 films per verdeler aanvaard worden.

Art. 22. Worden als Franstalige Belgische films in de zin van artikel 20, 2°, erkend, de films die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Geregisseerd zijn in Franstalige originele versie. Een gedeelte van de dialogen in andere talen mag er evenwel in voorkomen; de duur van dat gedeelte mag het vierde van de totale duur van de film niet overschrijden, tenzij afwijking toegestaan door de Minister wat de langspeelfilms betreft;

2° Een selectieve hulp voor de productie vanwege het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap van België genoten hebben; in geval van gemeenschappelijke hulp van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Vlaamse Gemeenschap, moet de hulp van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap overwegend zijn;

3° Ingeval er geen selectieve hulp werd geboden, zijn de films erkend als Belgische films, indien zij geproduceerd werden overeenkomstig de geldende internationale akkoorden of indien zij ten minste tien punten behalen die overeenkomstig de volgende criteria toegekend worden :

a) drie punten worden toegekend aan de film waarvan de regisseur een Franstalige Belg is;

b) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de hoofdrol door een Franstalige Belgische acteur wordt vertolkt;

c) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de afgevaardigde producer een Franstalige Belg is;

d) een punt wordt toegekend aan de film waarvan het scenario een bewerking is van een werk van een auteur die ressorteert onder de Franstalige Belgische letteren;

e) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de scenarioschrijver(-ster) een Franstalige Belg is;

f) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de componist een Franstalige Belg is;

g) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de directeur van de fotografie een Franstalige Belg is;

h) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de geluidstechnicus een Franstalige Belg is;

i) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofddecorbouwer een Franstalige Belg is;

j) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofdcutter een Franstalige Belg is;

4° Ten minste 50 % van de bezoldigingen en van de aflosbare kosten betaald aan allen die een intellectuele, artistieke of technische samenwerking hebben verleend aan het regisseren van de film moeten toekomen aan staatsburgers van de lidstaten van de Europese Unie.

Een getuigschrift van Belgische nationaliteit geldend als attest bij de bevoegde overheden van de lidstaten van de Europese Unie kan worden afgeleverd bij toepassing van artikel 11 van de richtlijn van 15 oktober 1963 van de Raad van de EEG en onder de voorwaarden bepaald bij die richtlijn.

HOOFDSTUK II. — *De toelage voor vertoning*

Art. 23. § 1. De toelage voor vertoning mag in geen geval hoger zijn dan de kosten van de film en in geval van coproductie, het bedrag van de Belgische bijdrage.

Voor de korte films, bedraagt de toelage maximaal 12.420 EUR voor een documentaire, 29.760 EUR voor een fictiefilm en 42.150 EUR voor een animatiefilm.

§ 2. Voor de langspeelfilms, dit is voor de films van 1 600 meter en meer (in 35 mm), wordt de toelage vastgesteld op een bedrag dat overeenstemt met 35 % van het bedrag van de bruto-inkomsten die als volgt wordt verdeeld : 25 % aan de producer, 10 % aan de verdeler.

De bedragen worden toegekend :

- aan de producer in de vorm van een trekkingsrecht dat men doet gelden door opnieuw te investeren in een nieuwe audiovisuele, als Belgisch erkende productie waarin men de meerderheid of de minderheid heeft;

- aan de verdeler in de vorm van een trekkingsrecht dat men doet gelden door opnieuw te investeren in een nieuwe erkende film die een toelage geniet voor de productie vanwege het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap of erkend als een Franstalige Belgische film zoals bedoeld in artikel 22, 3°, op voorwaarde dat het ontvangen bedrag met 50 % wordt verhoogd door eigen inbreng van de verdeler;

§ 3. Voor de korte films, m.a.w. voor de films tussen 160 meter en 1 600 meter (in 35 mm),

1°. Voor de korte films, voor dewelke een verdelingscontract is gesloten en meegedeeld aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, wordt de toelage verdeeld onder de producer en de verdeler.

De delen van de producer en van de verdeler worden respectievelijk vastgesteld op een maximaal bedrag van 50 % van het totaal bedrag van de toelage zoals bedoeld in § 1 van dit artikel.

- a) Het producersdeel van de toelage wordt toegekend :

- aan de film die door minstens 5 000 toeschouwers wordt gezien in minstens 2 verschillende bioscopen, vertoond binnen de drie jaar van de eerste uitkomst van de film;

- in de vorm van een trekkingsrecht te gebruiken bij een herinvestering voor een nieuwe audiovisuele productie die erkend is als Belgisch. Deze herinvestering moet binnen de drie jaar gebeuren en zal volledig uitbetaald zijn op de eerste dag van de opname in het project gekozen door de producer. De reservekredieten die na drie begrotingsjaren niet uitbetaald zijn, zullen opnieuw in het toelagenquotum terechtkomen voor de korte films van het volgend begrotingsjaar.

- b) Het verdelersdeel van de toelage wordt berekend op basis van een bedrag dat gelijk is aan 3,5 % van het bedrag van de bruto-inkomsten, of het over een documentaire, een fictiefilm of een animatiefilm gaat.

Per film bedraagt de maximale periode voor de uitbetaling van de toelage drie jaar vanaf de dag waarop de film voor het eerst uitkomt.

Onder bruto-inkomsten moet worden verstaan de inkomsten opgebracht door het programma waarvan de film deel uitmaakt.

2° Bij gebrek aan een verdelingscontract, is het geheel van de toelage voor de producer volgens de verdeling en de modaliteiten bedoeld in 1° van dit artikel.

Art. 24. § 1. Wat de korte films betreft :

geeft recht op de toelage, de vertoning van een film die erkend is als Franstalige Belgische film in de zin van artikel 20, 2°, en die deel uitmaakt van een volledig programma dat in een publieke bioscoop wordt afgedraaid van de Franse Gemeenschap en van Brussel-Hoofdstad, binnen de twee jaar van de erkenning.

Onder volledig programma dient verstaan te worden een filmprogramma bestaande uit een langspeelfilm en een korte film.

In afwijking van vorig lid kan het volledig programma uit ten minste zeven en ten hoogste twaalf korte films bestaan.

§ 2. Wat de langspeelfilms betreft :

wordt de toelage toegekend overeenkomstig lid 1, § 2, van artikel 23, volgens een schaal voor de toekenning van steungelden die als volgt wordt opgemaakt :

van 0 tot 50 000 toeschouwers, wordt een steun van 100 % toegekend;

van 50 001 tot 100 000 toeschouwers, wordt een steun van 80 % toegekend;

van 100 001 tot 200 000 toeschouwers, wordt een steun van 40 % toegekend;

van 200 001 tot 400 000 toeschouwers, wordt een steun van 20 % toegekend.

Boven de 400 000 toeschouwers, wordt een steun van 5 % toegekend.

Art. 25. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid moeten de toelage-aanvragen per trimester ingediend worden binnen de drie maanden die volgen op het einde van elk trimester. Voor de korte films, mogen de aanvragen een keer per jaar worden ingediend (voor 31 maart van elk jaar).

Deze bepalingen zijn van toepassing op de films, zelfs wanneer zij aan de bij artikel 30 bedoelde Filmcommissie noch niet werden voorgelegd.

§ 2. Het komt de producers of de filmverdelers toe de zaaluitbaters borderellen te bezorgen die beschikbaar zijn bij het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, waarop de uitbater binnen de acht dagen die volgen op de laatste wekelijkse vertoning de bruto-inkomsten zal vermelden die opgebracht werden door de vertoningen tijdens welke hij een film heeft geprojecteerd die als Franstalige Belgische film werd erkend. De uitbater zendt het origineel document naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en een afschrift ervan naar het Ministerie van Financiën.

De uitbater houdt tot 31 december van het volgend jaar een afschrift bij van het document en bezorgt er drie andere aan de producers of de verdelers. De producer of de uitbater voegt een afschrift bij zijn trimestriële aanvraag in de vorm van een per bioscoop opgestelde samenvattende tabel van de bruto-inkomsten opgebracht door zijn films tijdens het trimester. Deze aanvraag is gedateerd en ondertekend en draagt de vermelding « deugdelijk en onvergolden verklaard tot het bedrag van... » gevolgd door het totaal bedrag in volle letters.

De toelageaanvraag moet in viervoud opgemaakt worden op basis van een aangifte van schuldvordering en vergezeld gaan van een exemplaar van de borderellen verdeeld over een samenvattende lijst opgemaakt in vier exemplaar. De borderellen moeten getekend en gedateerd zijn. Er mogen geen doorhalingen op de borderellen voorkomen.

§ 3. Elke valse verklaring zal de nietigheid van de aanvraag tot gevolg hebben voor de film in kwestie, onverminderd de toepassing van de strafrechtelijke sancties.

Bovendien kan de Minister bij gemotiveerde beslissing voor de toekomst het genot van de toelage ontzeggen aan de producer die valse verklaringen afgelegd zou hebben.

Vooraleer zijn beslissing te nemen, geeft de Minister aan betrokkene kennis van de feiten die de intrekking van de toelagen kunnen verantwoorden.

Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf deze notificatie kan betrokkene aan de Minister een verantwoordingsnota laten geworden.

Zodra de termijn bedoeld bij vorig lid verstreken is, kan de Minister de beslissing tot intrekking nemen.

Art. 26. Worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage, de vertoningen die na de datum van de indiening van de aanvraag voor de erkenning van de film als Franstalige Belgische productie werden gedaan.

De toekenning van de toelagen wordt uitgevoerd op het einde van het volgende begrotingsjaar.

De vertoningen die meer dan drie jaar na de eerste uitvoering in handelsdistributie van de film werden geprojecteerd, geven geen recht meer op de toekenning van toelagen.

HOOFDSTUK III. — *De kwaliteitspremie*

Art. 27. Naast de toelage voor de vertoning bedoeld bij de artikelen 23 en 24, kan voor de korte films erkend als Franstalige Belgische films in de zin van artikel 20, 2°, een kwaliteitspremie worden toegekend.

Art. 28. § 1. Een jaarlijks bedrag van 115.550 EUR wordt besteed aan de kwaliteitspremies. Het eventueel saldo wordt overgedragen naar het volgend begrotingsjaar.

§ 2. Het aantal films die deze premie ontvangen, wordt vastgesteld door de Filmcommissie volgens de rangschikking die na de beschouwing van de producties wordt opgemaakt.

§ 3. De premies worden ook verdeeld onder de in aanmerking genomen producties en hun bedrag schommelt tussen 6.200 EUR en 24.800 EUR volgens het aantal films die in aanmerking werden genomen.

Art. 29. De kwaliteitspremies worden verdeeld onder de regisseur(s), de afgevaardigde producer en de auteur(s) van het scenario naar rata van 20 % voor de eerstgenoemde(n), van 60 % voor de tweede en van 20 % voor de derde(n).

HOOFDSTUK IV. — *De filmcommissie*

Art. 30. Er wordt een Filmcommissie ingesteld, bestaande uit :

- 1° Een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, benoemd onder het personeel van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap;
- 2° Vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden die de audiovisuele sector vertegenwoordigen;
- 3° Drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden, benoemd onder het personeel van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

De voorzitters en de leden worden door de Regering voor een duur van vier jaar benoemd.

De leden van de Filmcommissie zijn de enigen die beslissen over de categorie waarin de film zal worden toegelaten.

Ieder lid dat de Commissie verlaat, wordt vervangen binnen de drie maanden die daarop volgen. Het nieuwe lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ieder werkend lid dat op een vergadering niet aanwezig kan zijn, verwittigt zo snel mogelijk het Secretariaat.

Het Secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

Art. 31. De Filmcommissie legt haar huishoudelijk reglement aan de Minister voor.

Art. 32. De Filmcommissie geeft haar advies aan de Minister te kennen in de gevallen bedoeld bij de artikelen 20, 23, 24 en 27. De Minister kan, na advies van deze commissie, de toelage voor de vertoning weigeren voor de films die de als voldoende geachte culturele en technische kwaliteiten niet bezitten.

Art. 33. Het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap bezorgt de producer van de film die erkend werd als Franstalige Belgische film een identificatiebrief met vermelding van de titel en het ordernummer van de film.

Deze identificatiebrief of een duplicaat ervan moet bij elke kopij van de film gevoegd worden.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 34. De ambtenaren aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap zijn gemachtigd om de aanvragen ingediend door de producers van Belgische films te onderzoeken.

Daartoe mogen zij alle bewijsstukken, documenten of boeken laten voorleggen en alle inlichtingen opzoeken die nuttig zijn om hun opdracht te vervullen bij de producers van films en bij de zaaluitbaters.

Deze machtiging houdt voor de dienst die deze controle uitoefent het recht in iedere Belgische producer die een toelage aanvraagt te verplichten de boekhoudingsstukken voor te leggen in de lokalen van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap die kunnen dienen om de situatie op te helderen in geval van betwisting in de berekening van het bedrag van een toelage ten laste van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap. Het niet-voorleggen van de stukken in het lopend begrotingsjaar zal beschouwd worden alsof de producer afziet van de aangevraagde toelage.

Art. 35. De toelagen en de premies bedoeld bij de artikelen 23, 24 en 27 worden toegekend binnen de perken van de begrotingskredieten daartoe ingeschreven op de begroting van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

Ten hoogste 40 % van de kredieten, verminderd met het bedrag bestemd voor de kwaliteitspremie, worden voorbehouden voor de toelagen voor de vertoning van de langspeelfilms.

Per begrotingsjaar zal het saldo, indien de kredieten voorbehouden voor de langspeelfilms niet op zijn, het quotum van de langspeelfilms voor het volgend begrotingsjaar aanvullen. Deze overdracht zal maximaal drie keer na mekaar mogen worden uitgevoerd. Na deze drie jaren zal het niet-uitgegeven gedeelte van het overgedragen saldo worden toegevoegd aan het quotum voor de korte films.

Indien er nog kredieten voorbehouden voor de korte films overblijven gaat het saldo voor het volgend begrotingsjaar naar het quotum bestemd voor de korte films.

Art. 36. Om de twee jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, legt de Commissie bedoeld bij hoofdstuk IV aan de Minister een verslag voor dat toelaat de toekenning te schatten van de toelagen en de kwaliteitspremie. Dit verslag wordt voorgelegd aan het Overlegcomité van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen voor de korte films*

Art. 37. Voor de korte films wordt de in de artikelen 23 en 24 bedoelde toelage volgens de volgende voorrangsorte toegekend :

- 1° Aan de films erkend na 1999;
- 2° Aan de films erkend tussen 1995 en 1998;
- 3° Aan de films erkend voor 1995. »

Art. 2. Overgangsbepalingen

§ 1. Dit besluit is van toepassing op de korte films die erkend maar niet verdeeld zijn voor zijn inwerkingtreding.

§ 2. Voor de korte films die erkend maar niet verdeeld zijn voor de inwerkingtreding van dit besluit, begint de verdelingstermijn van 2 jaar bedoeld in artikel 24, § 1 van het koninklijk besluit van 27 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, zoals gewijzigd bij dit besluit, te lopen vanaf zijn inwerkingtreding.

§ 3. Dit besluit is van toepassing op de korte animatiefilms die erkend zijn voor het jaar 2003 en een lengte tussen 120 en 160 meter hebben.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

R. MILLER